

Unité départementale de l'Isère
Pôle Territorial
17, boulevard Joseph Vallier 38030 GRENOBLE Cedex 02

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2023

Contexte et constats

Publié sur



Société REXOR à Villages du lac de Paladru

La Feydelière, 172 rue Saint Michel

Références : 2023-Is070T3

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2023 dans l'établissement REXOR sur la commune de Villages du lac de Paladru. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REXOR
- 172 rue Saint Michel, Villages du lac de Paladru
- Code AIOT dans GUN : 061-3032
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED
- Effectif : 90 personnes

La présente inspection traite des suites de la dernière inspection du 1^{er} mars 2022 relative au bruit et aux rejets atmosphériques.

Elle fait notamment le point sur l'AP d'astreinte administrative DDPP-DREAL UD38-2022-10-14 du 19 octobre 2022 signé par le préfet suite à cette inspection et portant sur les rejets de composés organiques volatils (COV) de l'atelier d'enduction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection du 19/10/2023 de l'établissement REXOR implanté sur la commune de Villages du lac de Paladru, les constats établis amènent l'inspection des installations classées à proposer à Monsieur le Préfet les suites administratives suivantes.

Point de contrôle n°1 (respect des valeurs limites de rejets de COV) : liquidation partielle de l'astreinte DDPP-DREAL UD38-2022-10-14 du 19 octobre 2022 et demande d'action corrective.

Point de contrôle n°2 (conditions de réalisation des mesures externes en COV à la cheminée de l'oxydateur) : demande d'action corrective.

Point de contrôle n°3 (valeurs limites en COV en aval de l'oxydateur) : demandes d'actions correctives.

Point de contrôle n°4 (surveillance en continu à la cheminée de l'oxydateur) : liquidation partielle de l'astreinte DDPP-DREAL UD38-2021-07-02 du 2 juillet 2021.

Point de contrôle n°5 (nuisances sonores) : demande d'action corrective.

Point de contrôle n°6 (modifications des conditions d'exploiter) : proposition de mise en demeure.

Point de contrôle n°9 (stockage nitrocellulose) : mise en demeure.

2-3) Fiches de constats

Nom du point de contrôle n°1 : valeurs limites de rejets de COV

Référence réglementaire : AP d'astreinte administrative DDPP-DREAL UD38-2022-10-14 du 19 octobre 2022

Prescription contrôlée

La société REXOR, sise sur le territoire de la commune de Villages de Paladru à l'adresse suivante 172 rue Saint Michel est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de cent cinquante euros jusqu'à satisfaction des dispositions suivantes de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 juin 2020 :

respect de l'article 3.2.5 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019 qui stipule que les émissions cibles totales de l'atelier enduction ne doivent pas dépasser 12,5 % de l'émission de référence égale à 4 fois la consommation d'extrait sec.

Le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.

Constats :

Comme en 2019, 2020 et 2021, les émissions de l'atelier enduction calculées dans le PGS 2022 sont largement supérieures au niveau autorisé, comme le montre le tableau ci-dessous : 165 tonnes de solvants rejetées contre 46 tonnes autorisées.

A noter que des corrections sur le PGS 2022 vont être demandées à l'exploitant; celles ci pourraient conduire à une augmentation des rejets calculés. En tout état de cause, la non conformité est établie.

solvants en tonnes (MEK principalement)	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
Rejet Atelier enduction	62	46,7	45,2	234,8	153	245,5 ***	165,6	
VL atelier enduction*	56,8	57,1	57,1	53,3	50,2	50,7	46,3	
								Valeur limite
Atelier laques**	14,2t soit 3,6 %	12,2t soit 3 %	22,6t soit 5 %	13t soit 3,7 %	14,5t soit 4,26 %	30,3t soit 6,4% ***	107t soit 14,2 %	5,00 %

*Les rejets totaux de l'atelier enduction ne doivent pas dépasser 12,5 % de l'émission de référence égale à 4 fois la consommation d'extrait sec (article 3.2.5 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019)

** Les rejets totaux de l'atelier laques ne doivent pas dépasser 5 % de la consommation de solvants utilisés sur le site. (conforme à l'AM du 02/02/98 article 30.23 et à l'arrêté type 1978)

***Comme demandé dans le rapport d'inspection 2022Is025T3, une version corrigée du PGS 2021 a été transmise, d'où les chiffres corrigés dans le tableau par rapport au document 2022Is025T3. La version corrigée du PGS 2021 prenait en compte les remarques de l'inspection.

Par courrier du 26/10/2022 adressé au préfet, l'exploitant a transmis le bon de commande pour un SRU, investissement d'un montant de 2,3 millions d'euros.

Cependant, les études détaillées ont révélé des problématiques au niveau du dimensionnement (capacité à traiter la charge en COV, surcoût à 3,2 millions d'euros) et des risques accidentels (scénarios avec effets hors site).

Il a donc été décidé en juin 2023 de rebasculer sur une solution OTR (OTR 4 en plus de l'OTR 3 actuel) dont le coût est estimé à 1,9 millions d'euros (coût total de 2,5 millions d'euros). Il est prévu une surveillance amont et aval par FID et une ressource dédiée à la conduite des OTR.

Les dernières consultations sont en cours. Un bon de commande devrait pouvoir être transmis avant fin 2023. Le délai de mise en service à compter du passage de commande est estimé entre 12 et 14 mois.

L'inspection explique qu'elle va proposer une liquidation partielle de l'astreinte au 19/10/2023 et que l'astreinte continuera de courir tant que la non conformité sur les valeurs limites demeure.

L'inspection souligne la nécessité de confirmer rapidement une solution technique et un planning de réalisation, le dimensionnement des traitements complémentaires devant permettre de respecter les valeurs limites à atteindre (AP du 11/02/2019, BREF STS pour la partie enduction, arrêté ministériel du 2/2/98 (article 30.23) et arrêté type 1978 pour la partie atelier laques).

L'examen du PGS 2022 amène l'inspection à formuler les remarques et demandes de corrections suivantes.

Page 8 et 11 erreur de formule à corriger pour la formulation car le terme O9 fait partie des émissions diffuses (sans impact sur les calculs à priori).

Détails de chaque terme à donner et à relier aux annexes : en particulier I1 et O8 pour la formulation.

Pour l'enduction, les calculs de O1 et O5 sont à revoir. Les facteurs de réponse pris en compte ne permettent pas de convertir des eqC en solvants. Par ailleurs, les calculs réalisés conduisent à considérer un rendement de l'OTR supérieur à 99% contre 94,8% mesuré lors du contrôle de juillet 2022.

O1 doit être calculé soit à partir des résultats d'autosurveillance en continu soit à partir du contrôle externe en prenant en compte le facteur de conversion eqC en solvants (comme détaillé dans le PGS 2021).

O5 doit être calculé à partir de O1 et du rendement mesuré lors du contrôle externe (faute d'éléments donnés par la surveillance en continu).

Les émissions diffuses de l'enduction sont calculées suivant la formule $F = I1 - O1 - O5 - O6$

Page 16 : le % de diffus se calcule sur les solvants utilisés (question de formulation mais pas d'erreur de formule).

La précision du calcul des termes O1 et O5 sera affinée en 2023 grâce à la fiabilisation des mesures en continu en entrée et sortie de l'OTR (débits et concentrations) et du calcul du rendement de l'OTR en découlant.

Le détail du calcul du facteur de conversion pour passer du mgeqC en masse de solvant doit être indiqué dans le PGS.

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

Proposition de suites : liquidation partielle de l'astreinte

Date de notification de l'APAA : 27/10/2022

Date de constat du non respect : 19/10/2023

357 jours X 150 euros = 53 550 euros

Demande d'action corrective 2023 n°1

Corriger le PGS 2022 en prenant en compte les remarques formulées par l'inspection – délai 2 mois

Nom du point de contrôle n°2 : conditions de réalisation des mesures externes en COV à la cheminée de l'oxydateur

Référence réglementaire : APMD DDPP-DREAL-UD38-2020-06-08 du 10/6/2020

Respect avant le 31/12/2020 de l'article 3.2.1 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019 qui stipule que

« les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de

fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées. »

Prescription contrôlée

DAC 2022 n°2

Expliquer les incohérences constatées au niveau de la mesure externe des débits du 1^{er} février 2022 et prendre le cas échéant les mesures correctives associées.

Faire valider les mesures de débit par les deux sondes ATEX via une mesure comparative normalisée externe.

Délai 1 mois

Constats :

Le laboratoire Manumessure confirme par courrier du 31/3/2022 le caractère erroné des données transmises en février 2022.

La seule mesure réalisée depuis est le contrôle inopiné du 13 juillet 2022.

CI du 13/7/2022 entre 11h30 et 13h00 :

- débit amont à 28516 Nm³/h sur sec

- débit aval à 30702 Nm³/h sur sec

On note une bonne cohérence entre aval et amont sur les mesures externes de débits.

Le rapport précise que les écarts par rapport aux normes de référence ne remettent pas en cause la déclaration de conformité.

Absence de comparaison avec les valeurs des sondes ATEX de débit.

La justification de la validité des mesures de débit par les sondes ATEX reste à fournir.

Avis de l'inspection des ICPE : l'inspection considère que ce point de l'APMD est respecté

Proposition de suites : demande d'action corrective 2023 n°2

Faire valider les mesures de débit par les deux sondes ATEX via une mesure comparative normalisée externe.

Délai : avant fin 2023

Nom du point de contrôle n°3 : valeurs limites en COV en aval de l'oxydateur

Référence réglementaire : APMD DDPP-DREAL UD 38-2021-07-01 du 2 juillet 2021 (délai 3 mois)

Mise en demeure de respecter les valeurs limites fixées en aval de l'oxydateur à l'article 3.2.4 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05

Prescription contrôlée

Suites de l'inspection 2022

DAC 2022 n°3

L'exploitant transmettra un état comparatif des mesures en continu (débits, concentrations et flux) et des mesures externes réalisées le 1^{er} février 2022 - sous 1 mois.

Observation 2022 n°1

Il est rappelé qu'il est nécessaire de tenir un registre des dysfonctionnements de l'OTR avec indications des causes et remèdes en application de l'article 3.2.1 de l'AP du 11/2/2019.

Constats :

La valeur limite applicable actuellement est de 20mg/Nm³ sur gaz sec en COVNM (AP du 11/2/2019), le rendement de l'oxydateur étant inférieur à 98%.

A compter du 9/12/2024, par application de l'AM du 3/2/2022 transcrivant le BREF STS, la valeur limite sera de 20mg/Nm³ sur gaz sec en COVT. Les conditions de respect des valeurs limites sont fixées au point 1.3 de l'arrêté ministériel. Pour les mesures en continu, la valeur limite de 20 mg/Nm³ sur gaz sec s'applique en moyenne journalière, une valeur de 30mg/Nm³ étant définie en moyenne horaire. Pour les mesures périodiques, le 20mg/Nm³ s'applique en moyenne sur la période de surveillanc et le 30 mg/Nm³ en moyenne horaire.

Les mesures de février 2022 ont été invalidées par le laboratoire : pas de comparatif possible.

L'examen du respect des valeurs limites en concentrations fixées à l'article 3.2.4 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 (20mg/Nm³ sur gaz sec en COVNM) a été réalisé sur la base du controle externe inopiné du 13/7/2022 (11,4 mgeqC/Nm³ sur gaz sec) : les résultats sont conformes.

On note cependant que la courbe des COVT en aval de l'oxydateur (page 19 du rapport) n'est pas cohérente avec la courbe des COVT en amont (page 17 du rapport) : quasi absence de COVT en aval entre 11h33 et 11h45 et entre 12h53 et 13h03 alors que le flux amont reste stable entre 11h33 et 13h03. La Conformité devra donc être conforté lors du prochain controle externe.

Valeurs contrôle externe COVT	Amont oxydateur	Aval oxydateur	Conclusion
13/07/22	28516Nm ³ /h sur sec 352 mgeqC/Nm ³ sur sec 10,031 kgeqC/h	30702Nm ³ /h sur sec 16,9 mgeqC/Nm ³ sur sec 0,52 kgeqC/h 11,4 mgeqC/Nm ³ en COVNM	Rendement 94,8 % sur COVT 96,3% sur COVNM conforme

On remarque que le rendement de l'oxydateur calculé avec des valeurs de débits amont et aval cohérentes (13/7/2023) est inférieur à 98%.

L'examen des résultats d'autosurveillance en continu en aval de l'oxydateur au regard des valeurs limites n'est pas réalisé par l'exploitant.

L'examen des résultats FID en COVT réalisé en salle montre qu'il existe des dépassements : par exemple moyenne journalière à 28 et moyenne horaire à 34 le 11/9/2023.

Le jour de l'inspection, l'enduction était à base aqueuse : l'OTR ne fonctionnait pas.

L'exploitant a mis en place un tableau de suivi des dysfonctionnements de l'OTR mais aucune ressource interne ne permet de l'alimenter depuis juin 2023.

Avis de l'inspection des ICPE : respect de l'APMD au regard du CI du 13/7/2023

La conformité affichée lors du CI du 13/7/2023 doit être confortée :

- lors du prochain contrôle externe en 2023 qui devra indiquer clairement les conditions de production et de fonctionnement de l'OTR (by pass éventuel),
- par l'analyse des résultats de mesure en continu (FID).

Proposition de suites

Demande d'action corrective 2023 n°3

L'exploitant doit réaliser une analyse des résultats d'autosurveillance au regard en particulier des futures normes en COVT (AM du 3/2/2022).

La validité des mesures FID doit être confortée par des comparaisons avec les mesures externes.

Demande d'action corrective 2023 n°4

Il est rappelé qu'il est nécessaire de tenir un registre des dysfonctionnements de l'OTR avec indication des causes et remèdes en application de l'article 3.2.1 de l'AP du 11/2/2019 et de l'article 2.9.4 de l'AM du 3/2/2022 transcrivant le BREF STS.

Nom du point de contrôle n°4 : surveillance en continu à la cheminée de l'oxydateur

Référence réglementaire : APMD DDPP-DREAL-UD38-2020-06-08 du 10/6/2020

Respect avant le 31 août 2020 de l'article 10.2.1.1 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019 qui stipule que la surveillance en continu des COT (exprimé en carbone total) doit être réalisée sur la cheminée de l'oxydateur

AP astreinte journalière du 2/7/2021.

Prescription contrôlée

DAC 2022 n°4

L'exploitant devra apporter la démonstration de la fiabilité des mesures en continu sur la base d'un nouveau contrôle externe afin de liquider l'astreinte journalière.

Constats :

Un FID est en place en sortie de RTO avec l'enregistrement de valeurs toutes les 10 secondes .
Les moyennes horaires sont calculées.

Les concentrations rendues par le FID sont données en mgC/Nm^3 sur gaz humide, la teneur en eau des gaz étant de 3% lors du contrôle du 13/7/2021

La comparaison des valeurs d'autosurveillance (FID exploitant) et des valeurs du contrôle externe du 13 juillet 2023 fait apparaître des écarts significatifs.

	COVT en mgC/Nm^3	COVT en g/h
Valeurs autosurveillance	40	720
Valeurs du contrôle externe inopine	16,9	520

La fiabilité de la mesure en continu n'est pas établie.

Par ailleurs, l'exploitant indique une indisponibilité d'environ 6 mois du FID en 2023 (problème cartes mémoires).

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

L'exploitant devra apporter la démonstration de la fiabilité des mesures en continu sur la base d'un nouveau contrôle externe afin de liquider l'astreinte journalière.

Proposition de suites : liquidation partielle de l'astreinte

Date de notification de l'APAA : 13/7/2021

Date de constat du non respect : 19/10/2023

828 jours X 50 euros = 41 400 euros

Nom du point de contrôle n°5 : nuisances sonores

Référence réglementaire : AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11 février 2019, titre 7

Prescription contrôlée

Respect des valeurs limites d'émergence et des niveaux limites de bruit en limites de propriété

Constats :

La dernière campagne de mesures a montré un non respect des émergences.

Absence de plainte remontée à l'inspection.

Un point est fait sur l'état d'avancement du plan d'actions.

Équipement	Traitement acoustique	Bilan des actions
Chemine hall 10	Silencieux cylindrique	En attente livraison silencieux
TAR / Pompe TAR	Écran acoustique ou remplacement	Non réalisé
Incinérateur	Écran acoustique ou adaptation du fonctionnement	fait
Ventilateur incinérateur	Capotage	
Rejets bâtiment hall 7	Silencieux	Non réalisé

De nouvelles mesures seront réalisées suite à la pose du silencieux au hall 10.

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

Proposition de suites : demande d'action corrective 2023 n°5

**Transmettre les résultats du contrôle accompagné, le cas échéant d'un plan d'actions mis à jour.
Délai 6 mois**

Nom du point de contrôle n°6 : modifications des conditions d'exploiter

Référence réglementaire : article R122-2 II du CE et article R181-46 du CE

Prescriptions contrôlées

R181-46

I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article [L. 181-14](#), la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article [R. 122-2](#) ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#).

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article [L. 181-1](#) inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article [L. 123-19-2](#) ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article [L. 122-1-1](#), de l'article [L. 123-19](#), fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article [R. 181-45](#).

R 122-2 II.

Les modifications ou extensions de projets « déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils » font l'objet d'une évaluation environnementale « ou d'un examen au cas par cas ».

Constats :

L'exploitant indique que le projet de transfert d'une activité complexage sur le site a été abandonné.

Il ressort des échanges et des constats du 19/10/2023 les éléments suivants :

- la quantité de nitrocellulose stockée sur site dépasse le seuil autorisé de 400kg (900 kg maxi d'après l'exploitant) au titre de la rubrique 1450;
- la quantité de liquides inflammables dépasse le seuil autorisé de 140 tonnes (entre 300 et 400 tonnes maxi d'après l'exploitant) au titre de la rubrique 4331;
- l'installation d'un nouvel atelier de formulation (non encore en service) a été constatée; il est

destiné à la formulation de produits vendus en externe;

- la réorganisation des stockages des produits et déchets en limite de propriété coté Sud Est;
- l'arrêt de la laqueuse 6.

L'ensemble de ces modifications constituent des modifications a minima notables qui doivent être déclarées avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R181-46 du CE.

La modification au titre la rubrique 4331 étant en elle même supérieure au seuil E (100 tonnes), il conviendra que l'exploitant réalise une demande d'examen au cas par cas (CERFA 14734-04), en application de l'article R122-2 du CE.

Compte tenu des modifications réalisées et envisagées, nécessitant une mise à jour de l'étude dangers du site, il est conseillé à l'exploitant de bâtir un dossier type DDAE avec étude d'incidence et de la joindre au CERFA 14734-04. La procédure à engager sera déterminée après examen de ces éléments.

Il est attendu un positionnement clair et le cas échéant une prise en compte rigoureuse des exigences des textes suivants :

- arrêté du 24/09/20 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation;
- arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

Proposition de suites : proposition de mise en demeure

Nom du point de contrôle n°7 : mesures sécheresse

Référence réglementaire :

Arrêté cadre sécheresse 38-2023-07-10-00009 fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse dans le département de l'Isère, hors Bièvre-Liers-Valloire, Est Lyonnais et Galaure-Drôme des collines.

Arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation des ICPE.

Prescription contrôlée

Connaissance de l'arrêté cadre et de l'arrêté ministériel

Demande d'une adaptation des restrictions prévues à l'article 10 de l'arrêté cadre

Constats :

L'exploitant est autorisé à prélever 8000 m³/an maximum via le réseau eau potable (article 4.1.1 de l'AP du 11 février 2019).

Les prélèvements réels sont voisins de 3000 m³/an.

Ils sont inférieurs aux seuils de l'arrêté cadre (7000m³) et de l'arrêté ministériel (10 000m³).

Avis de l'inspection des ICPE : non concerné en l'état actuel des prélèvements

Proposition de suites : aucune

Nom du point de contrôle n°8 : mesures PFAS

Référence réglementaire : AM du 20/6/2023, article 4 II

Prescription contrôlée

L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.

Constats :

Le site est concerné au titre de la rubrique 3670.

Il dispose d'un délai de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel (JO du 27/6/2023) pour réaliser les analyses.

L'exploitant indique avoir passé commande pour la réalisation des 3 campagnes avant la fin de l'année.

Avis de l'inspection des ICPE : programmation conforme

Proposition de suites : aucune

Point de contrôle n°9 : stockage nitrocellulose

Référence réglementaire : règlement du 18/12/2006 – article 37-5 (REACH)

Prescription contrôlée

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

Constats :

Selon l'AP du 11/2/2019, la quantité de nitrocellulose stockée ou utilisée sur le site ne peut pas dépasser 400kg alors que l'exploitant déclare une quantité de 900kg le jour de l'inspection.

Il a été vérifié les conditions de stockage décrites dans la FDS fournie par l'exploitant pour la nitrocellulose.

La nitrocellulose est stockée dans le local dédié au stockage de liquides inflammables nouvellement aménagé coté Sud Est du site.

Ces conditions de stockage sont interdites par la FDS (point 7.2).

Par mail du 23/10/2023, l'inspection a demandé à l'exploitant de prendre, sans délai, les dispositions pour respecter les conditions de stockage et d'utilisation figurant dans la FDS.

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

Proposition de suites : proposition de mise en demeure

La quantité maximale présente sur le site doit être limitée aux 400 kg autorisés. Toute augmentation devra faire l'objet d'une demande préalable au préfet avec tous les éléments d'appréciation (mise à jour de l'étude de dangers).